

UNE FERME-USINE A MONTS, UN PROJET D'AVENIR ?

UNE FERME-USINE, ÇA SAUVE L'EMPLOI ? **FAUX**

Par exemple pour la « ferme des 1000 vaches » dans la Somme, 18 emplois sont prévus (pour l'élevage et la méthanisation). Rien à voir avec le nombre d'emplois qu'offrent 20 fermes de 50 vaches, en emplois directs (les éleveurs) mais aussi indirects pour toutes les activités annexes qu'une ferme contribue à faire fonctionner, surtout en zone rurale.

Donc sur une ferme-usine : moins d'emplois, des emplois potentiellement plus précarisés, et beaucoup moins de contacts possibles entre les consommateurs et celui qui fait les choix de productions et de pratiques agricoles.

UNE FERME-USINE, UN RISQUE POUR L'ENVIRONNEMENT ? **VRAI**

La loi impose de mettre en place des plans d'épandage correspondant aux effectifs animaux : pour les effectifs demandés par le GAEC de Monts (420 vaches laitières, 140 génisses, 210 taurillons, plus les 1200 chèvres et chevrettes), il faut 883 ha pour épandre fumier, lisier et effluent liquides.

Le GAEC a trouvé cette surface demandée par la loi, sur sept communes alentour. Mais on peut craindre que l'administration n'ait ensuite aucun moyen de le faire respecter. Dans le Sud Touraine par exemple, sur une grosse exploitation laitière à Preuilly-sur-Claise, les problèmes de « fuite » de lisiers soi-disant « accidentelle » sont récurrents, et on constate que l'exploitation concentre les lisiers, au lieu de les épandre sur la surface prévue pour cela.

Une question bien vitale, vue la qualité déjà très mauvaise de l'eau sur le bassin versant de l'Indre.

UN BESOIN DE LAIT EN QUANTITE ? **FAUX**

Il y a actuellement une surproduction de lait, qui va s'accroître dès avril 2015 avec la fin des quotas (qui régulaient jusque-là les quantités de lait).

Nous sommes convaincus qu'il faut répartir la production plutôt que la concentrer. C'est pourquoi à la « liberté d'entreprendre » nous opposons le souci de préserver des emplois : un élevage qui grossit c'est quatre autres qui vont s'arrêter.

Conservier des exploitations nombreuses plutôt que quelques mégastructures, c'est en prime le seul moyen de reconnecter la production avec les besoins alimentaires des territoires, de s'adapter en quantité et en qualité.

UN MOYEN DE GARDER DES TERRITOIRES VIVANTS ? **FAUX**

Une ferme-usine à la place de 10 fermes, cela veut dire moins de paysans, de commerces, de vaches dans les champs, de biodiversité... Qui dit désert agricole, dit désert rural.

CONCENTRATION DES ANIMAUX, CONCENTRATION DES NUISANCES ? **VRAI**

770 bovins et 1200 caprins réunis sur un même siège d'exploitation, sans jamais sortir pâturer, cela veut forcément dire une concentration des nuisances sonores, olfactives et une densification du transport pour faire les épandages plus loin.

AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET AGRICULTURE PAYSANNE PEUVENT COHABITER ? **FAUX**

Si de telles fermes-usines se multiplient, la disparition des petites et moyennes exploitations est inévitable, d'autant plus dans un contexte où les aides (publiques!) ne sont pas plafonnées et sont proportionnelles à la taille des exploitations. Les laiteries risquent aussi de se concentrer sur les grosses exploitations qui font du volume et de ne plus vouloir aller collecter les fermes de taille plus « humaine ».

Agriculture industrielle et agriculture paysanne ne peuvent pas co-exister : la première est prédatrice de la seconde. Les aides publiques, ce sont nos impôts. A nous citoyens (paysans ou non) de peser pour que l'argent public ne subventionne pas une agriculture industrielle aux conséquences sociales et environnementales catastrophiques.

DES FERMES, PAS DES USINES !

Nous défendons l'agriculture paysanne : un modèle agricole où un maximum de paysans, répartis sur tout le territoire, vivent décemment de leur métier en produisant, sur une exploitation à taille humaine, une alimentation de qualité sans remettre en cause les ressources de demain.